

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION LE VENDREDI 12 JUIN À 10 H

SOURCES : CSN, CSD, CSQ, CTI, FTQ, FECQ, TCRI, UEQ, Le Québec c'est nous aussi

### **Trente-deux organisations unissent leur voix contre la nouvelle mouture du Programme de l'expérience québécoise**

**Montréal, le 12 juin 2020** – Plus d'une trentaine de groupes étudiants, syndicaux et communautaires expriment d'une seule voix leur opposition au projet de règlement modifiant le Programme de l'expérience québécoise (PEQ).

#### **Les demandes**

Selon ces organisations, la nouvelle mouture proposée par le projet de règlement va à l'encontre tant des intérêts des Québécoises et Québécois que des intérêts des candidates et candidats à l'immigration. Les revendications suivantes sont particulièrement mises de l'avant par ces groupes.

1. **Annuler l'exclusion des travailleuses et travailleurs occupant des emplois peu ou non qualifiés (catégories C et D selon la classification nationale des professions) :** Le PEQ devrait être ouvert à toutes les personnes ayant accumulé de l'expérience au Québec, sans discrimination fondée sur le niveau de qualification professionnelle.
2. **Annuler l'allongement du délai de traitement de la demande :** Le PEQ devrait demeurer une voie rapide pour les personnes qui se trouvent déjà au Québec.
3. **Annuler l'introduction d'exigences linguistiques pour les conjointes et conjoints de la demandeuse principale ou du demandeur principal :** Assurer que des conditions favorables (conditions de travail convenables et accès égal aux services sociaux) permettant d'améliorer efficacement la compétence linguistique soient mises en place par le gouvernement du Québec, notamment dans les milieux de travail, et que chaque demandeuse ou demandeur, ainsi que sa conjointe ou son conjoint, reçoivent une formation de francisation de qualité leur permettant d'atteindre une compétence fonctionnelle dans un délai raisonnable.
4. **Rehausser le seuil d'immigration en accélérant le traitement des demandes, particulièrement pour les demandes faites au Québec :** Considérant la présence des personnes migrantes et en demande d'asile au Québec, la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs et le déclin démographique du Québec, il faut rehausser le seuil d'immigration et accélérer le processus en tenant compte des effets de la crise sanitaire.
5. **Consulter les organisations syndicales, étudiantes et communautaires au service des personnes immigrantes sur tout projet pilote,** en incluant celui visant 550 postes par année réservés aux préposé-es aux bénéficiaires et 550 postes par année réservés à l'industrie de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information.

## CITATIONS

Les positions seront présentées par quatre porte-parole représentant les milieux étudiants, syndicaux et communautaires.

« Le PEQ ne doit pas être modifié sans d’abord qu’on ait procédé à son évaluation. Il n’y a absolument aucune urgence à adopter ce règlement. La crise sanitaire actuelle ne justifie en rien une telle précipitation, au contraire. Considérant les besoins du marché du travail, le PEQ doit être maintenu et doit rendre admissibles au Certificat de sélection du Québec (CSQ) tous les immigrants détenant un permis de travail ou d’études, quel que soit leur domaine d’emploi ou d’études et quelle que soit la catégorie d’emploi occupée. Le PEQ devrait même être élargi à toutes les demandeuses et à tous les demandeurs d’asile travaillant dans les secteurs essentiels de l’économie, tels que la santé et l’agroalimentaire. »

– Véronique De Sève, vice-présidente, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

« L’absence de la clause de droit acquis fait de la réforme du PEQ une trahison pour la communauté étudiante internationale qui souhaite faire du Québec son chez-soi. Cela détruit les projets de vie de milliers de personnes qui désirent s’installer au Québec, et c’est inadmissible. »

– Noémie Veilleux, présidente, Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

« La TCRI s’inquiète des conséquences de la nouvelle réforme du Programme de l’expérience québécoise (PEQ) présentée le 28 mai 2020. En effet, nous sommes très préoccupées par la tendance du gouvernement à favoriser l’immigration temporaire tout en réduisant les chances d’accéder à la résidence permanente. Ces mesures précarisent des milliers de travailleurs temporaires, des étudiants internationaux et leur famille, dans un contexte où la pandémie de COVID-19 les rend déjà plus vulnérables. »

– Yann Hairaud, coprésident, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)

« Le ministre lui-même avait dit que c’était injuste et irrespectueux de changer les règles quand le processus a déjà débuté. Je n’ai peut-être pas encore déposé de dossier, mais ce processus a commencé le jour où j’ai mis les pieds au Québec. »

– Loïka Beauvil, étudiante internationale à l’Université de Montréal

## Groupes organisateurs et d’appui

### Organisateurs

- 1) Campagne « Le Québec, c’est nous aussi »
- 2) Centrale des syndicats démocratiques (CSD)
- 3) Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- 4) Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)
- 5) Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- 6) Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- 7) Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

- 8) Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)
- 9) Union étudiante du Québec (UEQ)

### **Appuis**

- 1) Afrique au Féminin
- 2) Association des travailleurs et travailleuses migrants du Québec (ATTMQ)
- 3) Association des travailleurs et travailleuses temporaires des agences de placement (ATTAP)
- 4) Association des travailleurs grecs du Québec
- 5) Association pour la Défense des Droits du Personnel Domestique de Maison et de Ferme (ADDPD)
- 6) Au bas de l'échelle
- 7) Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDIHCA)
- 8) Clef pour l'intégration au travail des immigrants (CITIM)
- 9) Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
- 10) Concertation haïtienne pour les migrant.es (CHPM)
- 11) Conseil central du Montréal métropolitain–CSN (CCMM-CSN)
- 12) Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- 13) Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM)
- 14) Fédération du Commerce (FC–CSN)
- 15) Femmes du monde à Côte-des-Neiges
- 16) Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
- 17) Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle (GERACII)
- 18) Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS)
- 19) Illusion-Emploi de l'Estrie
- 20) Mouvement Action-Chômage (MAC) de Montréal
- 21) Organisation des femmes philippines du Québec (PINAY)
- 22) Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)
- 23) Secteur Vivre ensemble/Centre justice et foi

– 30 –

### **Renseignements :**

François L'Écuyer (CSN), 514 949-8973, [francois.lecuyer@csn.qc.ca](mailto:francois.lecuyer@csn.qc.ca)

Jean Laverdière (FTQ), 514 893-7809, [jlaverdiere@ftq.qc.ca](mailto:jlaverdiere@ftq.qc.ca)

Émilie Bouchard (TCRI) : 514 272-6060, poste 202, [bouchard@tcri.qc.ca](mailto:bouchard@tcri.qc.ca)

Cheolki Yoon (CTI), 438 837-7067, [cheolki.yoon@yahoo.com](mailto:cheolki.yoon@yahoo.com)

Rafaël Leblanc-Pageau (FECQ), 514 554-0576, [vpresidence@fecq.org](mailto:vpresidence@fecq.org)

Fanny Lemaire (Le Québec, c'est nous aussi), 514 886-9331, [fannyplemaire@gmail.co](mailto:fannyplemaire@gmail.co)